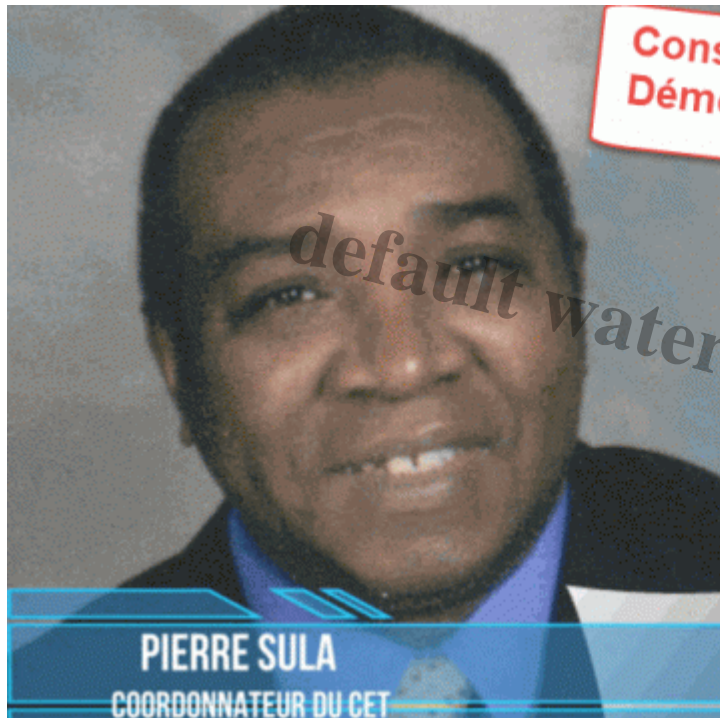


MESSAGE DU CET CONCERNANT LE PROJET INGA

Description

MESSAGE DU CET CONCERNANT LE PROJET INGA

Le 22 Avril 2019



**Construire la République
Démocratique du Congo**

1. NE PAS OUBLIER LE PASSE
2. FAIRE RESPECTER ET RESPECTER LA LOI
3. CONSTRUIRE UNE ECONOMIE NATIONALE ET LES INFRASTRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES
4. DEVELOPPER LA CULTURE DEMOCRATIQUE BASEE SUR LA TOLERANCE ET LE CONSENSUS
5. ORGANISER LES INSTITUTIONS
6. ORGANISER LES ELECTIONS DEMOCRATIQUES

Chers Compatriotes,

Je vous prie de bien vouloir m'excuser d'avoir mis près d'une semaine avant de revenir vers vous avec le dossier de production d'énergie électrique. J'étais très occupé ces jours-ci et je devais aussi lire les articles du Professeur Sinaseli qui m'ont recommandé par mon cadet- « moi tout seul »- Evariste Mpwo. hhhh

Ouvrons une parenthèse. Je n'aborderai pas ici les problèmes des ports de la RDC sur l'Atlantique qui doivent être développés avant de penser à toute ouverture par le biais du port de Pointe-Noire. La RDC, par ses potentialités, a la vocation de devenir la première puissance économique d'Afrique. Aucun Etat ne peut atteindre ce statut sans avoir ses propres ports. La parenthèse est fermée.

Dans un de document de la Banque Mondiale intitulé « DRC INGA 3 AND MID-SIZE HYDROPOWER DEVELOPMENT TA » du 5 février 2018, j'ai tiré le passage suivant :

« L'énergie hydroélectrique de la RDC a été considérée comme un changeur de jeu régional susceptible d'éclairer le continent africain. La RDC possède un énorme potentiel

hydroélectrique estimée à 100 GW (équivalent environ 774 TWh par an), le troisième plus grand potentiel de pays derrière la Chine et la Russie. Avec 40 GW, Inga serait le plus grand site hydroélectrique du monde et l'une des sources d'énergie les plus rentables du continent (le coût de production était estimé à 0,03 USD par kWh au moment de l'examen). Les pays du pool énergétique d'Afrique australe (SAPP) constituaient un marché naturel pour l'hydroélectricité de la RDC étant donné que cette dernière est déjà interconnectée avec le réseau SAPP. L'Afrique du Sud est un acheteur solvable pour des projets hydroélectriques en RDC ».

Quel est ce Congolais qui ne sentira pas vibrer en lui la fierté d'être issu d'un pays aussi rare, avec ses potentialités énergiques qui ne s'épuisent pas ; et ce, sans parler des vastes ressources minérales inexploitées, évaluées à 24 trillions de dollars ainsi que d'une population de 80 millions de personnes en majorité jeunes capables de constituer un grand marché intérieur ?

Cependant, si nous ne savons pas utiliser ces potentiels de façon intelligente, elles ne seront jamais exploitées au profit des Congolais. Bien au contraire, elles demeureront, pour ceux qui les envient, une invitation à nous déstabiliser.

J'ai parcouru les analyses de notre compatriote Sinaseli et le félicite sur la quantité et la qualité des documents produits. Je les ai remises au Dr. Andy, notre archiviste du CET, avec le lien de la page web.

Cependant, bien qu'il y ait convergence de vue entre nous concernant la nécessité de produire de l'énergie hydroélectrique pour sortir notre peuple de la pauvreté, j'ai aussi constaté que nous avons des divergences profondes concernant : la classification des centrales hydroélectriques ; la compréhension des mégaprojets ; la nécessité d'une stratégie pour gérer les coûts ; la question de l'endettement.

CLASSIFICATION DES CENTRALES HYDROÉLECTRIQUES :

Dans un document du Prof. Sinaseli, nous avons lu cet extrait :

« La R.D.C. compte 44 centrales auxquelles il faut ajouter aujourd'hui les centrales hydroélectriques de Kakobola sur la rivière Kwilu dans le Bandundu (9,3 MW), Zongo 2 sur la rivière Inkisi dans le Bas-Congo (150 MW) et Katende sur la rivière Luluwa dans le Kasaï Central (64 MW). La microcentrale hydroélectrique de Katende est, comme on le constate, la plus petite de ces trois microcentrales »



Nous ne sommes ni d' accord avec la d' nomination « microcentrale hydroélectrique » utilis' e pour d' signifier les centrales ici pr' cit' es ni avec l' affirmation selon laquelle la centrale construite dans l' espace kasaien est la plus petite. Nous reconnaissons que la construction de la centrale de Katende avait soulev' e beaucoup de passion mais que dans le cadre des recherches de solutions 'nerg' tiques durables pour notre pays, nous devrions nous limiter ' ses aspects techniques en 'viter de la politiser.

En effet, on distingue deux grandes classes de centrales hydroélectriques suivant leur puissance install' e : les **grandes centrales hydroélectriques** (GCH) et les **petites centrales hydroélectriques** (PCH). La limite entre ces deux cat' gories peut varier d' un pays ' l' autre, mais elle est g' n' ralement situ' e ' 10 MW.

Les grandes centrales hydroélectriques (GCH) peuvent 'tre subdivis' es en gigacentrales (> 1 000 MW), grandes centrales (200 MW ' 1000MW) et centrales de taille moyenne (10 MW ' 200 MW].

Les petites centrales hydroélectriques (PCH), quant ' elles, sont subdivis' es en petites centrales (500 kW ' 10 MW), microcentrales (20 kW ' 500 kW) et picocentrales (moins de 20 kW).

Or, diff' erence dans la classification des centrales hydroélectriques signifie aussi diff' erence dans la complexit' e de la technologie pour l' installation de tel ou tel type de centrale. En principe, le degr' e de complexit' e technologique d' une PCH sera plus faible que celui d' une GCH.

Selon le document de la Banque Mondiale, le site du grand Inga disposerait d' une capacit' e exploitable 'valu' e ' 40 GW, le classant ' la premi' re place mondiale. Hormis ce site d' Inga, il existe aussi en RDC 62 sites capables de recevoir des centrales de taille moyenne d' une capacit' e totale combin' e d' environ 30 GW. Parmi ces sites figure Katende : la centrale hydroélectrique de Katende, avec une puissance install' e de 65 MW, n' est pas une microcentrale ; et ce, m' me dans le standard am' ricain et canadien.

Nous pensons que, au lieu de nous focaliser sur la construction du grand Inga, il vaudrait mieux commencer par concentrer nos premiers efforts sur l' installation des centrales de taille moyenne. En effet, pourquoi commencer par le projet le plus complexe au lieu du plus simple, par le plus difficile au lieu du plus facile ?

La Chine, qui est la plus grande puissance productrice d'énergie électrique au monde, exploite une majorité de centrales moyennes, qui lui fournissent près de 60 % de son électricité. Bien qu'elle vienne de construire la plus grande centrale du monde, elle a eu **la sagesse de ne pas commencer par la plus grande et la plus complexe des centrales, mais par des centrales de capacité modeste.**

MANAGEMENT DES PROJETS ET CONTRÔLE DES COÛTS

Pour mener à bien un projet, il faut savoir contrôler ses coûts, de la phase de planification jusqu'à la phase opérationnelle.

Dès l'étape initiale du projet est indiqué un montant global, sous forme d'estimation des coûts, pour obtenir l'approbation du projet par toutes les parties habilitées à prendre la décision. Cette estimation représente des prévisions approximatives de coûts qui serviront à la planification budgétaire aux premières étapes de l'élaboration du projet. Elle est en principe basée sur l'annonce de la demande (ou d'un besoin), les bénéfices escomptés, les technologies qui seront utilisées pour la réalisation du projet, notamment. Pour la bonne performance de réalisation d'un projet, l'écart entre les coûts prévus et le total des dépenses engagées à la fin du projet doit être maintenu au minimum.

Les projets d'infrastructure (centrale hydroélectrique, route, aéroport, etc.) sont très coûteux. Leurs estimations s'évaluent généralement en millions de dollars. Et, quand ce coût est estimé à plus d'un milliard de dollars, le projet est classé dans la catégorie des « mégaprojets ». Un mégaprojet n'est pas seulement un projet coûteux, mais un projet dont la caractéristique principale est le manque de fiabilité des prévisions y relatives. Paradoxalement, les performances des mégaprojets sont généralement très médiocres, ce qui se traduit par des écarts substantiels par rapport aux prévisions de coûts et de délais de mise en service, ainsi que par des déficits plutôt que des bénéfices.

Les performances médiocres des mégaprojets sont dues au fait que les parties prenantes sont incitées (voire encouragées à cause de la corruption) à **sous-estimer les coûts, à surestimer les bénéfices, à sous-évaluer l'impact environnemental, à surestimer les effets du développement économique, et surtout à sous-évaluer les délais de livraison** ; et ce, dans le seul but de faire accepter le projet ! Et, une fois le mégaprojet démarré, il devient difficile de l'arrêter, de peur de n'avoir investi beaucoup d'argent pour rien.

Tout ceci est corroboré par l'histoire récente du projet INGA 2, qui a coûté plus de 6 fois les estimations initiales annoncées lors du lancement en 1972. Par ailleurs, le courant d'INGA 2 n'est arrivé au Katanga qu'en 1984, soit 7 ans après la date prévue, et représente un apport énergétique de seulement 13 % de la capacité nominale. D'ailleurs, depuis son inauguration en 1982, INGA 2 n'a jamais dépassé 50 % de sa capacité nominale.

En 1979, interpellé par le Congrès américain à cause des continuelles demandes d'extensions de crédit garantis par les Etats-Unis et de rallonges de délais pour achever le projet, M. Donald Stingel, un des directeurs de Eximbank, avoua devant le Congrès :

« Je pense personnellement que dans le concept original du projet, tout l'aspect logistique ne fut pas réellement pris en compte. Le travail est beaucoup plus difficile que ce qui a été prévu »

initialement (â€!) Ce nâ€™est pas un bon projet â€! le prix de lâ€™Ã©nergie Ã©lectrique dâ€™Inga-Shaba sâ€™Ã©leva pendant plus de 50 ans Ã plus de quatre fois le prix actuel de vente dâ€™Ã©lectricitÃ©. Â»

Ainsi, M. Lannon Walker, secrÃ©taire dâ€™Ã©tat adjoint chargÃ© des Affaires africaines au DÃ©partement dâ€™Ã©tat, dÃ©clara : Â« Ce qui importe plus encore, câ€™est que nous estimons le projet valable par rapport Ã la politique globale des Etats-Unis au Zaïre Â». Câ€™Ã©tait encore la pÃ©riode de la Guerre froide et le CongrÃ©s amÃ©ricain accepta de garantir un Ã©niÃ©me dernier crÃ©dit pour INGA 2.

Le contrÃ´le des coÃ»ts et des dÃ©lais de mise en service est donc problÃ©matique pour les mÃ©gaprojets. Toutefois, Ã©tant donnÃ© que les mÃ©gaprojets sont indispensables pour le dÃ©veloppement des pays, on ne peut les proscrire. Il faut plutÃ´t chercher Ã Ã©laborer des stratÃ©gies capables de maximiser le contrÃ´le de leurs coÃ»ts.

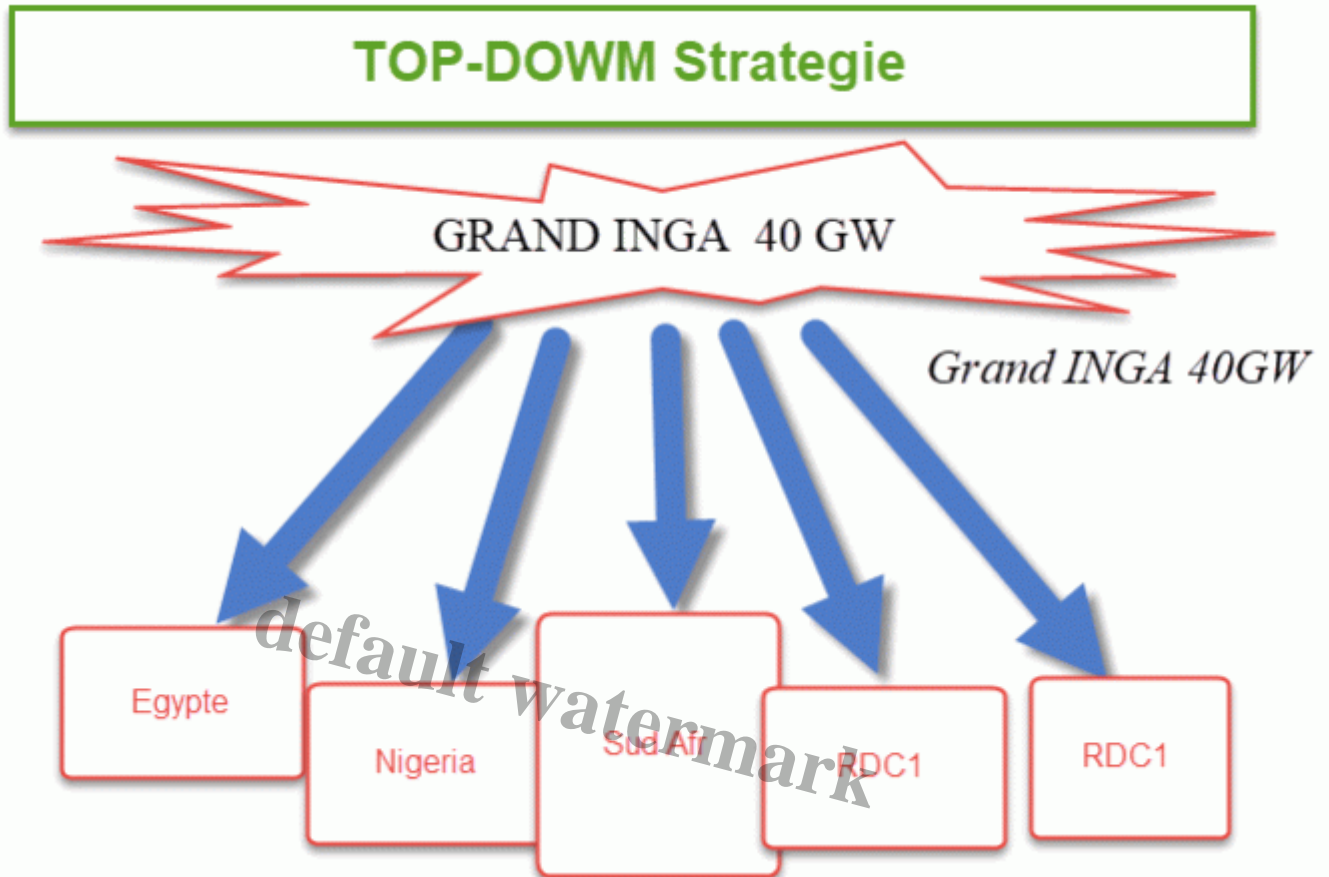
QUELLE STRATÃ©GIE POUR LA MAÎTRISE DES COÃ»TS DES MÃ©GAPROJETS ?

Pour le dÃ©veloppement de notre pays, la construction de barrages et de centrales hydroÃ©lectriques, ainsi que de lignes de transport de courant Ã haute tension, nâ€™est pas une fin en soi. Lâ€™objectif, câ€™est la production dâ€™Ã©lectricitÃ©.

Dans les dÃ©veloppements des projets en AmÃ©rique, deux stratÃ©gies sont couramment utilisÃ©es : il sâ€™agit de deux approches, Â« Top-Down Â» et Â« Bottom-Up Â»

La stratÃ©gie Top-Down

AppliquÃ©e au problÃ©me de la production dâ€™Ã©lectricitÃ©, cette stratÃ©gie consiste Ã produire une trÃ©s grande quantitÃ© dâ€™Ã©lectricitÃ© (E) Ã partir dâ€™un site ; lâ€™Ã©lectricitÃ© sera ensuite distribuÃ©e largement, et mÃªme vendue Ã lâ€™extÃ©rieur.



Es $\hat{=}$ E1 + E2 + E3 + E4 + E5+ $\hat{=}$ En.

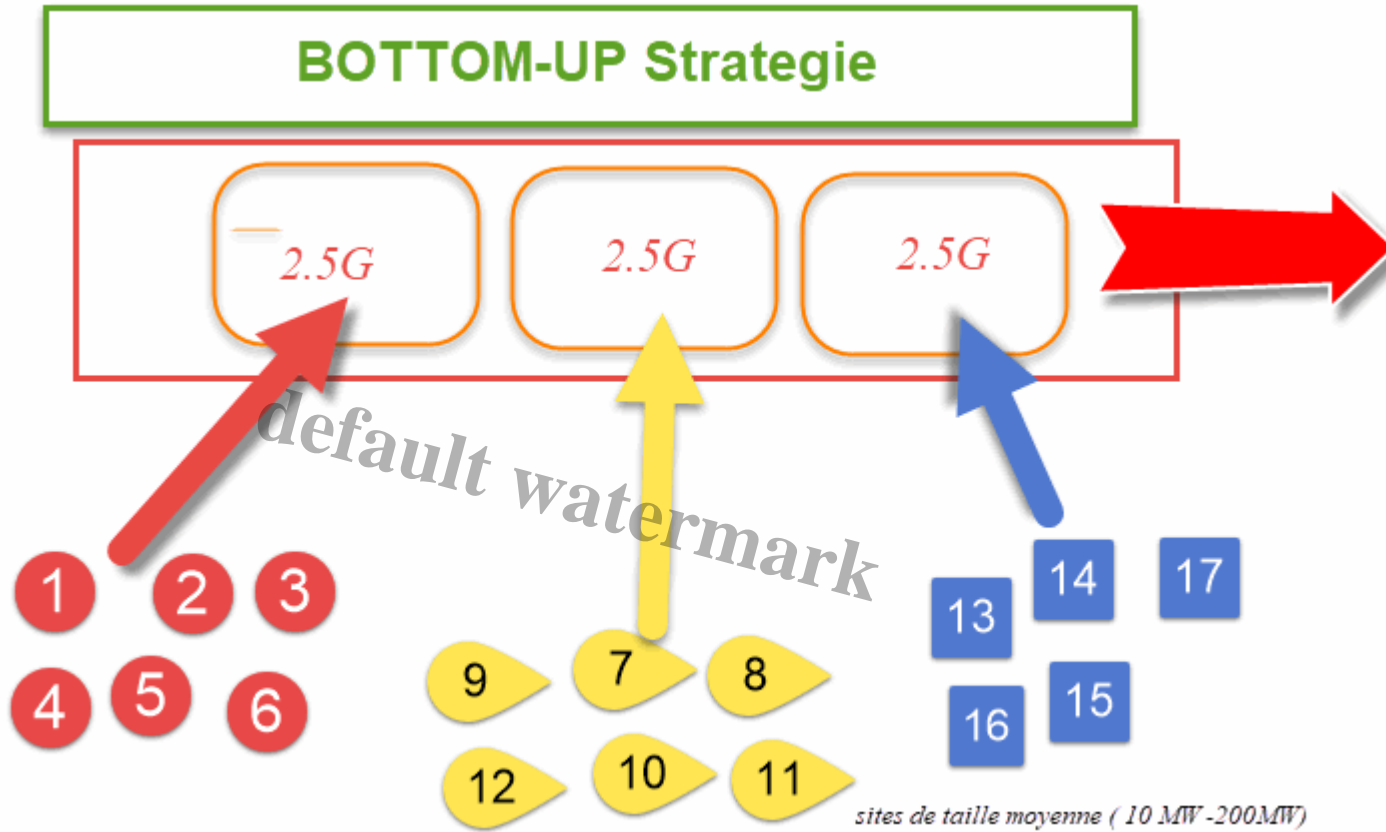
La stratÃ©gie Â« Top-Down Â» de dÃ©veloppement est gÃ©nÃ©ralement trÃ©s coÃ»teuse, et un pays doit souvent emprunter de lâ€™argent auprÃ©s de grandes organisations comme la Banque Mondiale ou dÃ©entreprises de pays dÃ©veloppÃ©s. Les ressources doivent Ãªtre mobilisÃ©es dÃ©s le dÃ©marrage du projet. La grande taille du projet rend difficile la quantification des coÃ»ts et des avantages rÃ©els de la production dÃ©nergie hydroÃ©lectrique, ainsi que lâ€™identification des obstacles inhÃ©rents au dÃ©ploiement de la production dÃ©hydroÃ©lectricitÃ©. Le dÃ©lai de livraison est trÃ©s long et toujours Ã©lastique. La production dÃ©lectricitÃ© intervient seulement aprÃ©s la mise en Å“uvre de toute lâ€™infrastructure du projet. CÃ©est seulement au stade final que lâ€™Ã©lectricitÃ© produite est alors distribuÃ©e aux consommateurs.

Dans cette approche, les dÃ©cisions relatives Ã© tout le systÃ©me seront gÃ©nÃ©ralement prises par le gouvernement et les groupes dÃ©influence externes impliquÃ©s. Les populations locales qui seront touchÃ©es par le programme nÃ©auront que trÃ©s peu Ã© dire et trÃ©s peu dÃ©influence sur le projet.

Par exemple pour la construction dÃ©INGA 2, la dÃ©cision avait Ã©tÃ© prise une annÃ©e avant la fin des travaux de INGA 1 ; et ce, sous lâ€™influence, notamment, de la Belgique, qui accorda un crÃ©dit dÃ©%otat Ã© %otat au ZaÃ©re de Mobutu (pour motiver Mobutu Ã© accorder des gros contrats aux compagnies belges dont ACEC et SAFRICAS ainsi que faciliter les premiers paiements aux compagnies belges engagÃ©es dans la construction de INGA 2), alors que le ZaÃ©re nÃ©en avait pas besoin.

La stratégie Bottom-Up

La finalité est de produire une grande quantité d'électricité à prix bas, un grand projet peut être divis e en nombreuses composantes, chacune étant conçue et construite séparément (elles sont appel es   builds  ).



E1 + E2 + E3 + E4 + E5 + ... En ...

Ces composantes seront des centrales hydroélectriques de taille moyenne, ce q

Nous proposons donc d'atteindre les 3/4 des capacités du grand Inga avant 2060 en lançant des plans d'ocennaux visant d'abord les 62 sites identifiés pour la mise en service de centrales de taille moyenne, à raison de 5 ou 6 à la fois (construction en parallèle). Une telle approche permettra à la RDC d'augmenter sa capacité de production hydroélectrique de 2,5 GW tous les trois ans ; et ce, de façon itérative. Après le premier cycle, la tâche sera d'autant plus facile.

Ceci n'ocessite un investissement initial de seulement 2 milliards de dollars, parce que le projet s'auto-financera à partir de la 5e année si l'électricité produite est bien g r e. Avec l'organisation du dernier scrutin par ses propres ressources, l'état congolais a prouvé au monde qu'il pouvait mobiliser 2 milliards de dollars sans trop de problèmes.   quelque chose malheur peut être bon.

LE PROBLÈME DE LA DETTE

À propos de la dette, le CET propose de compter d'abord sur la mobilisation des ressources internes, dont le coût sera seulement une fraction des 11 milliards de dollars, ne faut-ce que s'agissant du démarrage de INGA 3.

Nous sommes donc également d'accord avec le professeur Sinaseli dans ce sens que la dette peut nous servir à renforcer les capacités productives et à stimuler la transformation structurelle, notamment dans la production d'hydroélectricité, mais à condition qu'elle soit bien gérée. En revanche, nous ne sommes donc pas d'accord quand il affirme ceci :

« La R.D.C., vaste pays au riche potentiel minéral et énergétique, a une dette publique insignifiante, largement inférieure à celles de plusieurs pays occidentaux et africains n'ayant pas les mêmes potentialités et, par conséquent, les mêmes capacités de remboursement ! Nous devons tous dénoncer cette situation. »

En effet, bien que notre pays dispose de potentialités immenses et que, comparativement à beaucoup d'autres pays, le volume de la dette publique de la RDC n'est pas très élevé, nous ne devons pas oublier que ce niveau d'endettement est très bas parce que les principales dettes sous Mobutu avaient été effacées à cause de l'incapacité de notre pays à les honorer !

Notre pays est donc comparable à un individu qui est placé en faillite. Certes, certains bailleurs de fonds peuvent permettre à notre pays d'obtenir d'autres prêts, mais la faillite passagère et l'instabilité récente en RDC (instabilité que certains encouragent) seront une raison pour imposer des taux d'intérêt et des frais élevés. Nous ne sommes plus durant la Guerre froide, quand les puissances occidentales cosignaient nos emprunts. En tout cas, il est difficile de concevoir qu'un pays dont le PIB n'est que de 40 milliards de dollars obtienne un emprunt de 80 milliards de dollars ! Il faut d'abord élever le PIB.

En effet, contrairement à ce qui est écrit ci-dessus, la capacité de rembourser ne se mesure pas en « potentialités », mais d'abord en PIB.

Le poids de la dette d'un pays se mesure ailleurs par le ratio [Dette]/[PIB]. Quand ce ratio est supérieur à 0,6, la dette du pays est considérée comme lourde. Certes, certains pays dépassent ce seuil sans trop inquiéter, car ils sont stables et ont une économie performante, ce qui rassure les prêteurs. C'est le cas des Etats-Unis, du Japon, etc. Faut-il rappeler que nous ne sommes pas dans la même situation que ces pays ?

Par ailleurs, nous ne devons pas oublier que l'accroissement de la dette extérieure a toujours des conséquences budgétaires néfastes. Pour payer la dette, des coupes devront être faites sur les programmes sociaux, sur l'investissement public, et même sur l'investissement en ressources humaines. L'inflation ainsi que la dépréciation de la monnaie, nous avons déjà connu cela sous Mobutu.

Pour revenir sur le retard pris pour construire Katende, ce retard était aussi la conséquence de l'endettement pour INGA 2, pour lequel les bailleurs, regroupés au sein de CIS, avaient imposé des conditions usurières. Le remboursement devrait s'échelonner entre trois et dix-sept années et demie, avec une période de grâce de quatre ans. L'État congolais devait commencer à rembourser la dette en 1976, alors la mise en service de la ligne n'interviendra

quâ€™en 1984.

INGA 2 a aussi la cause de lâ€™assâ€™chement des finances publiques de lâ€™État Zaïre (en plus de la gestion de Mobutu). Et il est dommage que des cadres congolais ne se rappellent plus cette faillite quâ€™avait causâ€™e le mâ€™gaprojet INGA 2 et sont prâ€™ts â faire bâ€™gayer lâ€™histoire.

Tout comme la RDC nâ€™a pas besoin dâ€™INGA 3 aujourdâ€™hui, le Zaïre nâ€™avait pas besoin de INGA 2 en 1972, parce que la Gâ€™camines â€™tait dâ€™jâ prâ€™te â dâ€™marrer la construction de la centrale hydroâ€™lectrique de taille moyenne de Busanga, station dâ€™une capacitâ€™ de 150 MW, avec un financement de la Banque mondiale a la hauteur de seulement 65 millions de dollars ! La construction de la centrale de Busanga a commencâ€™ seulement en 2017.

Le projet du Grand Inga est citâ€™ parmi les plus importants mâ€™gaprojets du 21e siâ€™cle, mais son coâ€™t est excessif par rapport aux autres projets. Il est â€™valuâ€™ â 80 milliards de dollars, alors que le projet amâ€™ricano-russe de construction dâ€™un tunnel **sous le dâ€™troit de Bâ€™ring entre la Sibâ€™rie et lâ€™Alaska est â€™valuâ€™ â 65 milliards de dollars.**

Qui va nous prâ€™ter lâ€™argent pour la construction du grand Inga ?

Au lieu de continuer â râ€™aver de la construction de la plus grande centrale hydroâ€™lectrique du monde alors que nous sommes dâ€™pourvus de ressources, ne serait-il pas plus judicieux que vous appuyiez la solution du CET pour dâ€™velopper, dans un premier temps, 62 centrales hydroâ€™lectriques de taille moyenne, suivant la stratâ€™gie Bottom-Up expliquâ€™e plus haut ?

CONCLUSION :

Pourquoi faire â« compliquâ€™ â» quand on peut faire â« simple â» ?

Sâ€™ils semblent sâ€™duisants par le pouvoir, au moins symbolique, quâ€™ils semblent procurer, les mâ€™gaprojets sont en râ€™alitâ€™ des projets mâ€™galomaniaques, aux mâ€™garisques, aux mâ€™ga-coâ€™ts et aux mâ€™ga-illusions, et ce, au dâ€™triment de la population. Commenâ€™ons dâ€™abord par prouver au reste du monde que nous arrivons â construire et gâ€™rer des centrales utiles et efficaces, de taille relativement modeste. Sur la base de lâ€™expertise ainsi accumulâ€™e, nous aurons ensuite tout loisir, â plus long terme, de trouver les fonds et les dâ€™bouchâ€™s de lâ€™un ou lâ€™autre plus grand projet, si ce besoin devait encore âtre dâ€™actualitâ€™.

Pierre Vile-Linda SULA

Architect

Coordonnateur du CET

Categorie

1. Uncategorized

date crâ€™â€™e

aoâ€™t 8, 2019

Auteur

congokintribune

default watermark